

**CANADA
PROVINCE DU QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

No:

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL
(Division des relations du travail)

COLBY ARMSTRONG, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

RENÉ BOURQUE, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

PETER BUDAJ, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

ERIK COLE, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

DAVID DESHARNAIS, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

LARS ELLER, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

BRIAN GIONTA, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

JOSH GORGES, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

ANDREI MARKOV, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

PETTERI NOKELAINEN, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

MAX PACIORETTY, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

CAREY PRICE, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

BRANDON PRUST, joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club de Hockey

Canadien Inc.

TRAVIS MOEN, joueur de hockey professionnel
à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

YANNICK WEBER, joueur de hockey
professionnel à l'emploi du Club de Hockey
Canadien Inc.

RYAN WHITE, joueur de hockey professionnel à
l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc.

et

**NATIONAL HOCKEY LEAGUE PLAYERS'
ASSOCIATION (NHLPA)**, association des
joueurs de hockey professionnels ayant son
siège au 20 Bay Street, Suite 1700, Toronto,
Ontario, M5J 2N8

Requérants

- C. -

CLUB DE HOCKEY CANADIEN INC., personne
morale légalement constituée ayant son siège au
1260 rue De La Gauchetière Ouest, Montréal
(Québec) H3B 5E8

et

LA LIGUE NATIONALE DE HOCKEY (LNH),
association de clubs de hockey professionnels
ayant une place d'affaires au 1800, avenue
McGill College, Suite 2600, Montréal, Québec,
H3A 3J6

Intimés

REQUÊTE POUR EMPÊCHER OU FAIRE CESSER UN LOCKOUT ILLÉGAL
(Art. 1, 109, 114, 118, 119 du Code du travail)

AU SOUTIEN DE LEUR REQUÊTE, LES REQUÉRANTS EXPOSENT CE QUI SUIT:

1. Les Intimés ont l'intention de déclarer et de mettre en œuvre un lockout visant les Requérants et d'autres joueurs du Club de Hockey Canadien Inc. Dans les circonstances, les Requérants soumettent qu'un tel lockout constituerait une violation manifeste de plusieurs des dispositions d'ordre public du *Code du travail* (L.R.Q. c. C-27, ci-après « C.t. », ou le « Code »);
2. Par conséquent, les Requérants sollicitent l'émission urgente d'une ordonnance enjoignant les Intimés de s'abstenir et, le cas échéant, de cesser tout lockout illégal, ainsi que l'émission d'une ordonnance provisoire urgente empêchant les Intimés de déclarer ou de mettre en œuvre un tel lockout illégal;
3. Compte tenu du caractère public des joueurs de hockey professionnels Requérants aux présentes, leurs coordonnées personnelles sont soumises dans une enveloppe scellée en tant qu'Annexe 1. Les Requérants sollicitent par la présente l'émission d'une ordonnance par la Commission, en vertu de l'article 118 C.t., déclarant que l'Annexe 1 doit être gardée sous scellés dans le dossier de la Commission et soit couverte par une ordonnance de non-publication. De plus, il n'est pas nécessaire pour les Intimés d'obtenir copie de l'Annexe 1 puisque les informations qu'elle contient sont à l'évidence déjà en leur possession;

LES PARTIES

4. La Ligue nationale de hockey (ci-après la « LNH ») est une association entre un certain nombre de clubs de hockey en Amérique du Nord dont le siège social est dans l'État de New-York, USA. La LNH est régie par ses statuts et règlements, communiqués au soutien des présentes en tant que **Pièce R-1**;
5. Le Club de Hockey Canadien Inc. (ci-après « le Club ») est un club de hockey professionnel légalement constitué en vertu des lois du Québec, tel que démontré par les extraits du registre des entreprises communiqués au soutien des présentes en tant que **Pièce R-2**. Entre autres activités, le Club emploie des joueurs de hockey professionnels dans la province du Québec;
6. La National Hockey League Players' Association (ci-après la « NHLPA ») est une association de joueurs de hockey professionnels ayant son siège social à Toronto, dans la province de l'Ontario, et étant régie par une Constitution dont la version la plus récente est communiquée au soutien des présentes en tant que **Pièce R-3**;
7. Sur la base de la version actuelle de sa Constitution R-3, la NHLPA est une association de salariés au sens de l'article 1(a) du *Code*. Toutefois, la NHLPA n'est pas une association de salariés accréditée en vertu du *Code du travail*;
8. Colby Armstrong est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-4**;

9. René Bourque est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-5**;
10. Peter Budaj est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-6**;
11. Erik Cole est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-7**;
12. David Desharnais est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-8**;
13. Lars Eller est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-9**;
14. Brian Gionta est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-10**;
15. Josh Gorges est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-11**;
16. Andrei Markov est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-12**;
17. Petteri Nokelainen est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-13**;
18. Max Pacioretty est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-14**;
19. Carey Price est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-15**;
20. Brandon Prust est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-16**;
21. Travis Moen est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-17**;

22. Yannick Weber est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-18**;
23. Ryan White est un joueur de hockey professionnel à l'emploi du Club en cette qualité, tel qu'il en appert de son contrat de travail communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-19**;
24. Tel qu'il en appert de leurs contrats de travail, les joueurs de hockey professionnels Requérants (ci-après les « Joueurs ») sont des salariés du Club;
25. Les contrats de travail signés entre le Club et chacun de ses joueurs de hockey professionnels sont des versions individualisées d'un contrat de travail modèle (« Standard Players Contract » ou « SPC »);
26. Les conditions de travail applicables aux Joueurs figurent également dans une Entente de négociation collective (« Collective Bargaining Agreement » ou « CBA »), conclue entre la LNH et la NHLPA et communiquée au soutien des présentes en tant que **Pièce R-20**;

L'HISTORIQUE FACTUEL DU LOCKOUT ILLÉGAL IMMINENT

27. Le CBA conclu en 2005 entre la LNH et la NHLPA était originalement conçu pour expirer le 15 septembre 2011 (cf. **Pièce R-20**, article 3.1 (p. 11)). Le terme du CBA fut subséquemment prorogé par la NHLPA en vertu de l'article 3.1 (b) du CBA, afin de lui conférer un terme expirant au 15 septembre 2012;
28. Au cours des mois précédents, la LNH et la NHLPA ont discuté et négocié en vue d'en parvenir à une entente destinée à succéder au CBA pour la période postérieure à son expiration prévue pour le 15 septembre 2012;
29. En date du 15 mai 2012, la LNH a signifié à la NHLPA un avis écrit de résiliation du CBA, prenant effet au 15 septembre 2012, en vertu de l'article 3.1(a) du CBA, lequel avis écrit est communiqué au soutien des présentes en tant que **Pièce R-21**;
30. Durant la période suivant cet avis de résiliation, la NHLPA et la LNH se sont rencontrées et se sont engagées dans un processus de négociation, incluant l'échange de plusieurs propositions;
31. Le 31 août 2012, les parties ont quitté la table de négociation et il n'y a eu que des discussions informelles limitées depuis cette date;
32. La LNH a annoncé à de nombreuses occasions que, à défaut de parvenir à une entente relativement au renouvellement du CBA d'ici le 15 septembre 2012 à minuit, la LNH et le Club imposeraient un lockout pour tous les joueurs de la LNH;
33. Depuis le 31 août 2012, la LNH a multiplié ses déclarations publiques confirmant sa ferme intention de déclarer et mettre en œuvre un lockout à défaut de parvenir

à une entente destinée à succéder au CBA d'ici le 15 septembre 2012 à minuit. Au surplus, le Club n'a jamais indiqué que le lockout imminent ne s'appliquerait pas à ses joueurs;

34. À la date du dépôt de la présente requête, la menace de lockout par les Intimés est imminente et a été réitérée de façon répétée par les Intimés;
35. Les Requérants ont mis les Intimés en demeure en date du 7 septembre 2012 de ne pas déclarer ou mettre en œuvre de lockout, tel qu'il en appert de la mise en demeure communiquée au soutien des présentes en tant que **Pièce R-22**;
36. Dans leur réponse du 10 septembre 2012, les Intimés se sont contentés de déclarer qu'ils allaient respecter la loi, sans aucunement nier qu'ils comptaient effectivement déclarer un lockout visant les joueurs du Club après le 15 septembre 2012 à minuit, tel qu'il en appert de la lettre des procureurs des Intimés communiquée au soutien des présentes en tant que **Pièce R-23**;
37. Il importe de souligner qu'un camp d'entraînement pour les Joueurs Requérants doit commencer le ou vers le 21 septembre 2012;

LE LOCKOUT IMMINENT SERA MANIFESTEMENT ILLÉGAL

38. Les Requérants soumettent respectueusement qu'un tel lockout contre les Requérants constituerait une violation manifeste du *Code du travail*, et en particulier de son article 109 qui dispose comme suit :

« **109.** Le lock-out est interdit sauf dans le cas où une association de salariés a acquis droit à la grève. »

39. En vertu de l'article 1(h) du *Code*, la notion de lockout est définie comme suit :

« *h)* «lock-out»: le refus par un employeur de fournir du travail à un groupe de salariés à son emploi en vue de les contraindre à accepter certaines conditions de travail ou de contraindre pareillement des salariés d'un autre employeur; »

40. À l'évidence, le droit au lockout est conditionné par l'acquisition du droit à la grève par une association de salariés;
41. Par ailleurs, il est incontestable que le droit à la grève ne peut être exercé en toute légalité en vertu du droit québécois, et sous réserve de certaines autres conditions, que par une association de salariés qui a été accréditée par la Commission conformément à la procédure prévue par les articles 21 et ss. du *Code*. Ceci est apparent à la face même de l'article 106 C.t., qui dispose que :

« **106.** La grève est interdite tant qu'une association des salariés en cause n'a pas été accréditée et n'y a pas acquis droit suivant l'article 58. »

42. Par conséquent, le *Code* du travail consiste en un système juridique complet qui régit d'une façon exhaustive le droit pour un employeur – tout employeur – de procéder au lockout de ses employés. Comme il n'y a aucune place pour un droit à la grève pour les associations de salariés qui ne sont pas accréditées conformément au *Code*, il n'y a pas de place dans l'ordre juridique du Québec pour un droit au lockout sans association de salariés accréditée;
43. Ceci est d'autant plus manifeste que, notamment, le *Code* du travail prévoit des peines pénales sévères pour les employeurs et ses dirigeants qui déclarent ou imposent des lockout en dehors des paramètres étroits établis par le *Code*;
44. Ceci est incontestable puisque, notamment, le *Code du travail* prévoit des amendes sévères pour les employeurs et leurs dirigeants qui déclarent ou imposent un lockout en dehors des paramètres étroits fixés par le *Code* :
- « **142.** Quiconque déclare ou provoque une grève ou un lock-out contrairement aux dispositions du présent code, ou y participe, est passible pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel cette grève ou ce lock-out existe, d'une amende:
- 1° de 25 \$ à 100 \$, s'il s'agit d'un salarié;
- 2° de 1 000 \$ à 10 000 \$, s'il s'agit d'un dirigeant ou employé d'une association de salariés, ou d'un administrateur, agent ou conseiller d'une association de salariés ou d'un employeur;
- 3° de 5 000 \$ à 50 000 \$, s'il s'agit d'un employeur, d'une association de salariés ou d'une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés. »
45. Lu en conjonction avec l'article 109 du *Code*, l'article 142 démontre sans l'ombre d'un doute que le législateur québécois a déterminé qu'il n'y a aucune place pour un lockout à l'extérieur des limites tracées par le *Code*;
46. Le *Code* dispose de plus que :
- « **145.** Est partie à toute infraction et passible de la peine prévue au même titre qu'une personne qui la commet toute personne qui aide à la commettre ou conseille de la commettre, et dans le cas où l'infraction est commise par une personne morale ou par une association, est coupable de l'infraction tout administrateur, dirigeant ou gérant qui, de quelque manière, approuve l'acte qui constitue l'infraction ou y acquiesce.
- 146.** Si plusieurs personnes forment l'intention commune de commettre une infraction, chacune d'elles est coupable de chaque infraction commise par l'une d'elles dans la poursuite de la commune intention. »
47. À la lumière de ce qui précède et considérant l'objet et le but du *Code du travail*, il est incontestable que l'article 109 interdisant les lock-outs est une disposition

d'ordre public qui ne peut pas être privée d'effet par une quelconque disposition contractuelle et qui s'applique à tout lieu de travail, indépendamment de la présence d'un syndicat;

48. Conséquemment, et conformément à la jurisprudence récente de la Cour suprême, toute interprétation des dispositions du CBA suggérant qu'un lockout pourrait être permis à l'encontre des joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc. doit être considérée comme étant privée de tout effet juridique sur la province du Québec, où le *Code du travail* trouve application;

LA PRÉSENTE REQUÊTE DOIT ÊTRE ENTENDUE ET DÉCIDÉE D'URGENCE

49. En vertu de l'article 119 (4) du *Code* :

« **119.** Sauf au regard d'une grève, d'un ralentissement d'activités, d'une action concertée autre qu'une grève ou un ralentissement d'activités ou encore d'un lock-out, réels ou appréhendés, dans un service public ou dans les secteurs public et parapublic au sens du chapitre V.1, la Commission peut aussi :

[...]

4° ordonner de ne pas autoriser ou participer ou de cesser d'autoriser ou de participer à une grève, à un ralentissement d'activités au sens de l'article 108 ou à un lock-out qui contrevient ou contreviendrait au présent code ou de prendre des mesures qu'elle juge appropriées pour amener les personnes que représente une association à ne pas y participer ou à cesser d'y participer ; »

50. Compte tenu du présent contexte, les Requérants sollicitent par les présentes l'émission par la Commission d'une série d'ordonnances plus amplement décrites ci-dessous qui sont nécessaires pour assurer le respect de l'article 109 du *Code* par les Intimés;
51. Considérant l'imminence du lockout que les Intimés ont publiquement annoncé qu'ils allaient déclarer et imposer aux joueurs de hockey à l'emploi du Club de Hockey Canadien Inc., les Requérants sollicitent que la présente requête soit traitée avec la plus grande urgence par la Commission;
52. Les Requérants sollicitent également l'émission par la Commission d'ordonnances provisoires immédiates interdisant la déclaration ou l'imposition de tout lockout par les Intimés, le tout en vertu de l'article 118 (3) C.t. qui dispose que :
- « **118.** La Commission peut notamment:
- [...]
- 3° rendre toute ordonnance, y compris une ordonnance provisoire, qu'elle estime propre à sauvegarder les droits des parties; »

53. Cette demande rencontre tous les critères pour l'émission d'une ordonnance provisoire ou de sauvegarde urgente, conformément à l'article 118 (3) du Code;
- 53.1. Il est incontestable que la présente requête possède l'apparence de droit nécessaire, puisque tout lockout des joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc. constituerait une violation manifeste, notamment, de l'article 109 du Code;
- 53.2. Les Requérants feraient sans le moindre doute face à un préjudice sérieux si les ordonnances requises n'étaient pas émises en temps opportuns, puisqu'un lockout serait alors assurément imposé. Tel que déterminé par l'honorable Juge Benoit de la Cour supérieure: « *Je considère personnellement qu'un préjudice sérieux découle à l'autre de ce que l'un se donne des armes que le Législateur a interdit d'utiliser.* » (*Métallurgistes unis d'Amérique, section locale 6833 c. Société d'énergie de la Baie James*, (1979) C.S. 738). Le préjudice que les Requérants subiraient en l'absence de l'émission urgente des ordonnances provisoires recherchées serait certainement comparable au préjudice d'un employeur qui ferait face à une grève illégale;
- 53.3. La balance des inconvénients favorise clairement les Requérants, qui seraient par un lockout illégalement privés de salaire par l'effet d'une violation claire de dispositions d'ordre public contenues au *Code du travail* commise par les Intimés, qui s'exposeraient ainsi, de même que leurs administrateurs, dirigeants et autres personnes, à des sanctions pénales sévères déterminées par la loi;
- 53.4. L'urgence d'émettre les ordonnances recherchées apparaît de façon manifeste d'une lecture d'ensemble des présentes : sans de telles ordonnances, un lockout sera déclaré et imposé par les Intimés, violant irrémédiablement le *Code du travail*;
54. Au surplus, les Requérants soulignent que dans les situations où le respect de dispositions intéressant l'ordre public est en jeu, tel que c'est indiscutablement le cas en l'espèce, la jurisprudence de la Cour d'appel énonce clairement que « *lorsque le droit allégué résulte de la violation d'une loi d'ordre public, ce qui est le cas ici, le préjudice doit être examiné sous l'angle de sa nature. La jurisprudence a généralement statué que la violation claire d'une norme législative ou réglementaire d'ordre public écarte la nécessité de la démonstration du préjudice sérieux ou irréparable ainsi que l'analyse de la balance des inconvénients.* » (*Syndicat des producteurs de bleuets du Québec c. Oxford Frozen Foods Ltd.*, 2000 CanLII 5767, par. 34 (QC CA)).
55. Par conséquent, il est patent que les Requérants ont droit à l'émission par la Commission, en sa qualité de gardienne de l'ordre juridique établi par le *Code du travail*, des ordonnances recherchées en vertu de l'article 119 (4) C.t. contre la déclaration ou l'imposition de tout lockout par les Intimés envers les Requérants,

ainsi qu'à l'émission des ordonnances provisoires urgentes recherchées en vertu de l'article 118 (3) du *Code*;

56. Compte tenu des circonstances particulières de la présente affaire, les Requérants sollicitent respectueusement que la présente requête soit entendue et décidée avant le 15 septembre 2012;

POUR CES RAISONS, PLAISE À LA COMMISSION:

ACCUEILLIR la présente requête;

DE MANIÈRE PROVISoire ET URGENTE :

DÉCLARER que tout lockout déclaré ou imposé contre les joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc. constituerait une violation de l'article 109 du *Code du travail*;

ORDONNER aux Intimés, ainsi qu'à quiconque ayant connaissance de la présente décision, de s'abstenir de déclarer et de ne pas imposer ou, le cas échéant, de cesser de déclarer ou d'imposer, ou de participer à tout lockout visant les joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc.;

ORDONNER aux Intimés, ainsi qu'à quiconque ayant connaissance de la présente décision, de ne pas autoriser quelque lockout que ce soit contre les joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc.;

AUTORISER les Requérants à signifier copie des ordonnances de la Commission par tous les moyens disponibles, incluant par courriel ou par télécopieur;

AUTORISER les Requérants à déposer sans délai la décision de la Commission au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal, conformément à l'article 129 du *Code du travail*;

RENDRE toute autre ordonnance qui pourrait être nécessaire de l'avis de la Commission;

ET QUANT AU FOND:

DÉCLARER que tout lockout déclaré ou imposé contre les joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc. constituerait une violation de l'article 109 du *Code du travail*;

ORDONNER

aux Intimés, ainsi qu'à quiconque ayant connaissance de la présente décision, de s'abstenir de déclarer et de ne pas imposer ou, le cas échéant, de cesser de déclarer ou d'imposer, ou de participer à tout lockout visant les joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc.;

ORDONNER

aux Intimés, ainsi qu'à quiconque ayant connaissance de la présente décision, de ne pas autoriser quelque lockout que ce soit contre les joueurs de hockey professionnels à l'emploi du Club de hockey Canadien Inc.;

AUTORISER

les Requérants à signifier copie des ordonnances de la Commission par tous les moyens disponibles, incluant par courriel ou par télécopieur;

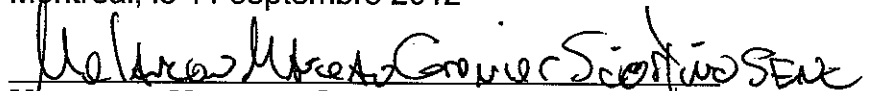
AUTORISER

les Requérants à déposer sans délai la décision de la Commission au greffe de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal, conformément à l'article 129 du *Code du travail*;

RENDRE

toute autre ordonnance qui pourrait être nécessaire de l'avis de la Commission;

Montréal, le 11 septembre 2012



MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO, SENC

Procureurs des Requérants

AVIS DE PRESENTATION

À: **CLUB DE HOCKEY CANADIEN INC.**, personnel morale
légalement constituée ayant son siège au 1260 rue De La
Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 5E8

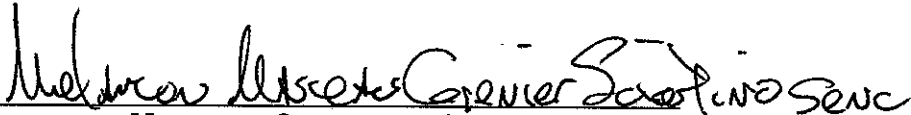
et

LA LIGUE NATIONALE DE HOCKEY (LNH), association
d'employeurs ayant une place d'affaires au 1800, avenue McGill
College, Suite 2600, Montréal, Québec, H3A 3J6

PRENEZ AVIS que la requête pour empêcher ou faire cesser un lockout illégal sera
présentée pour décision à la Commission des relations du travail, siégeant au 35, rue
Port-Royal Est, Montréal, **le 14 septembre 2012, à 10:30 a.m.**, ou dès que les avocats
pourront être entendus.

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

Fait à Montréal
ce 11^e jour de septembre 2012.


MELANÇON MARCEAU GRENIER ET SCIORTINO, SENC
Procureurs des Requérants